

Trudeau refuse de céder sur l'immigration

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral ne cédera pas au Québec son droit de déterminer la sélection finale et les règlements d'admission des immigrants, a déclaré hier, le premier ministre Trudeau.

Cependant, si le gouvernement fédéral décide d'accorder au gouvernement québécois plus de pouvoir en matière d'immigration, le même pouvoir serait aussi offert aux neuf autres provinces, a précisé M. Trudeau aux Communes.

M. Trudeau commentait la proposition du gouvernement du Québec selon laquelle la province aurait le dernier

mot sur les critères de sélection des immigrants. Ainsi, le Québec aurait un pouvoir de décision supérieur à celui du gouvernement fédéral en se réservant l'octroi de 55 des 100 points d'admission alors que le ministère fédéral de l'Immigration n'en conserverait que 45.

A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral contrôle la totalité des 100 points et les immigrants éventuels doivent obtenir un minimum de 50 pour être admis au Canada.

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Bud Cullen, a dit de son côté, que les propositions du

Québec en matière d'immigration reviennent à donner à une province le dernier mot.

Le Québec, a-t-il dit en substance, demande trop de pouvoirs et le gouvernement fédéral ne peut pas les lui céder.

"Je ne pense pas, a ajouté le ministre, qu'une province puisse avoir la primauté puisque selon l'acte de l'Amérique du Nord britannique le gouvernement fédéral a la primauté."

Rencontre avec Couture

M. Bud Cullen rencontrera son homologue québécois Jacques Couture

le 27 mai. Les pourparlers porteront sur la proposition québécoise et, selon M. Trudeau, les gouvernements fédéral et provinciaux ont toujours coopéré dans le domaine de l'immigration et il continuera d'en être ainsi.

Le porte-parole progressiste-conservateur en matière d'immigration, M. Jake Epp, a demandé au premier ministre de promettre que le gouvernement fédéral continuera d'avoir le dernier mot sur les critères de sélection et d'admission. Et M. Trudeau lui a répondu qu'il ne cédera pas sur ce point.

Interviewé un peu plus tard, M.

Epp a dit que le gouvernement fédéral ne devrait pas négocier le transfert de la juridiction en matière d'immigration au Québec "tant que la question de la souveraineté ne serait pas réglée".

Car, selon le député conservateur, accorder au Québec le pouvoir de sélectionner les immigrants équivalait à admettre que le Québec est souverain. Et cela, évidemment, est inacceptable.

Quant à la proposition de M. Couture reconnaissant au gouvernement fédéral le droit d'accorder les visas et de vérifier les passeports, M.

Epp est d'avis que cette recommandation ne constitue pas une garantie.

Et pour mieux expliquer sa pensée, M. Epp a cité l'exemple d'un immigrant reçu dans une autre province canadienne avec l'accord du ministre fédéral de l'Immigration. Qu'advient-il de cet immigrant s'il décidait d'aller s'établir au Québec?

M. Epp est d'accord pour faire des "arrangements" avec le Québec dans le domaine de l'immigration ainsi que dans d'autres domaines. Mais, a-t-il précisé, faire des arrangements ne signifie pas céder sur toute la ligne.



Juste en face des édifices de la colline parlementaire, de l'autre côté de l'Outaouais, le fédéral a édifié des édifices modernes pour assurer la présence canadienne en territoire québécois. Il faut maintenant remplir ces bureaux. Les fonctionnaires déménageront donc d'Ottawa à Hull.

Le 24 juin décrété officiellement fête nationale

par Paul BENNETT

Le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, sera désormais connu comme la fête nationale du Québec. Tel en a décidé, hier, le Conseil des ministres, qui a également approuvé une ordonnance de la Commission du salaire minimum décrétant que le 24 juin serait dorénavant un jour chômé et payé.

Dans une déclaration lue à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M. René Lévesque, a expliqué que traditionnellement, le 24 juin était devenu l'occasion de la "célébration par excellence du caractère propre de notre peuple" et qu'il était temps que cette fête soit décrétée officiellement fête nationale.

Les chefs de deux partis d'opposition, MM. Gérard-D. Lévesque et Rodrigue Biron, tout en applaudissant à cette décision, ont dit souhaiter que cette fête demeure quand même la fête de tous les Canadiens d'expression française, en plus d'être la fête de tous les Québécois, indépendamment de leur langue ou de leur origine.

La Saint-Jean-Baptiste était traditionnellement connue comme la fête des Canadiens français et non des seuls Québécois.

M. Biron a également demandé que le Parlement canadien et les législatures des autres provinces proclament le 24 juin jour férié afin, a-t-il dit, "de favoriser l'unité nationale tant recherchée au pays".

A la suite du décret adopté, hier, par le Conseil des ministres, toutes les entreprises oeuvrant au Québec devront, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, accorder un congé payé à leurs employés, et cela obligatoirement.

Le départ des fonctionnaires mal perçu par les gens d'Ottawa

OTTAWA (PC) — Les milieux politiques et commerciaux de la capitale fédérale ont été stupéfaits d'apprendre, mardi, de la bouche de M. Judd Buchanan, ministre fédéral des Travaux publics, que le gouvernement d'Ottawa avait décidé de transférer 15.000 fonctionnaires à Hull et de laisser vacants des locaux représentant une superficie totale de 4 millions de pieds carrés.

Le maire d'Ottawa, M. Lorry Greenberg, craint que la capitale ne devienne une ville fantôme du fait de l'évacuation de bureaux situés au centre-ville. Cela risque d'entraîner, dit-il, un déficit dans les recettes municipales qui pourraient se répercuter,

l'an prochain, par une majoration moyenne des taxes municipales de l'ordre de \$45 par contribuable.

Pour M. Andy Stewart, président de l'Alliance de la fonction publique du Canada — AFPC — le gouvernement fédéral traite ses fonctionnaires comme "du bétail qu'il transfère d'Ottawa à Hull sans se donner la peine de penser aux difficultés que cela pourrait leur occasionner dans leur vie privée".

M. Stewart accuse également le gouvernement d'Ottawa de se servir de ses fonctionnaires pour créer un état de fait à Hull, avant que le Québec ne tienne son référendum sur l'indépendance.

C'est depuis 1970 que l'on avait commencé à transférer des fonctionnaires à Hull. Avec la croissance de la fonction publique, les locaux à Ottawa devenaient exiguës et le gouvernement fédéral avait décidé de canaliser ses fonctionnaires excédentaires vers la partie québécoise de la région de la capitale nationale.

Cependant, a expliqué M. Buchanan, la croissance de la fonction publique au cours des deux dernières années a marqué un ralentissement et, de ce fait, il n'y avait plus assez de fonctionnaires pour remplir les locaux construits à Hull à cet effet.

Les nouveaux bâtiments ont été construits en fonction d'une croissance qui ne s'est pas réalisée, a dit le ministre. Si donc, nous n'occupons pas ces locaux, nous nous exposons à des poursuites judiciaires.

Avec ces transferts, le gouvernement fédéral va faire démolir, d'ici 1980, au fur et à mesure de l'expiration des baux actuellement en vigueur, les locaux provisoires construits au cours de la deuxième guerre mondiale. Ceux-ci représentent, dans la partie ontarienne de la région de la capitale nationale, une superficie totale de près de 4 millions de pieds carrés, soit l'équivalent de 5 immeubles de 25 étages chacun.

Au total, 25.000 fonctionnaires seront graduellement transférés à Hull, soit près de 25 p.c. des effectifs de la fonction publique de la capitale nationale.

Les milieux politiques et commerciaux d'Ottawa savaient sans doute depuis quelque temps que le ralentissement dans la croissance annuelle de la fonction pu-

blique allait déboucher sur ce déménagement. Mais la décision annoncée officiellement mardi n'en a pas moins semé la stupeur dans leurs rangs.

Ils envisagent de tenir, la semaine prochaine, une assemblée au cours de laquelle ils discuteront des moyens à prendre pour attirer de nouvelles entreprises à Ottawa, afin de combler le vide que laissera ce déménagement.

Tricofil était un cas spécial (Landry)

(D'après PC) — Le gouvernement québécois a appuyé financièrement la société Tricofil parce qu'il s'agit d'un cas spécial.

C'est ce qu'a indiqué hier le ministre québécois du Développement économique, Bernard Landry, à l'Assemblée nationale.

Le ministre a précisé que cette fabrique de textile représentait une "expérience d'autogestion".

M. Landry expliquait pourquoi des sommes ont été consenties à la société Tricofil cependant qu'une aide semblable a été refusée à Questeel, une société privée de production d'acier, quand elle a été accusée à la faillite.

Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce, a dit de son côté que les données de l'étude menée sur Tricofil au coût de \$42.000 par la firme P.-S. Ross and Associates ne seraient pas rendues publiques immé-

diatement. Elles font l'objet d'un examen de la part de Tricofil.

La firme P.-S. Ross a indiqué notamment que l'actuelle gérance de Tricofil manque de compétence et que la société a besoin d'un

million de dollars de plus pour financer ses opérations.

En janvier, Tremblay avait annoncé l'injection d'une somme de \$776.000 dans Tricofil de même que la commande de l'étude de rentabilité à la firme P.-S. Ross.

Demande de gel de crédits

VANCOUVER (PC) — La Coalition des Indiens autochtones de Colombie-Britannique, formée il y a un mois seulement, demande au gouvernement fédéral de geler l'octroi de \$750.000 en subventions diverses jusqu'à ce que des factions rivales mettent fin à leurs différends.

La nouvelle organisation

qui affirme représenter 90.000 des 105.000 Indiens autochtones de la province, a indiqué au cours d'une conférence de presse que l'Union des chefs de Colombie-Britannique, qui représentait jusqu'à il y a un mois presque toutes les bandes indiennes de la province, ne devrait pas recevoir la part de 50 pour cent qui lui est accordée habituellement.

ATTENTION

- Tapis: \$2.00 v.c.
- Tapis commercial: \$3.73 v.c.
- Tapis Shag: \$4.83 v.c.
- Prélart: \$1.09 v.c.

872-1948

voilà votre toit coule ?

entrepreneur-couvreur

AQUILON

CONSTRUCTION INC.

ESTIMATION GRATUITE

849-5608

Felroche boutique

yolande m. tremblay inc. prop.

place laurier
2700 boul. laurier, 3e étage
St-Hov, Québec
G1V 2L8 tél. (418) 658-8734

pour vous le prêt-à-porter de grande classe
avec nos collections d'importations européennes

SI VOUS LE DESIREZ, VOUS POUVEZ NOUS DONNER D'AVANCE VOTRE COMMANDE PAR TELEPHONE ET NOUS LA PREPARERONS AVANT QUE VOUS VENIEZ LA CHERCHER

BOEUF DE QUALITE A-1

HAUT RONDE.....3.03	STEAK DE RONDE..... 2.33
STEAK DELICATISE..... 2.48	FILET MIGNON..... 5.88
STEAK MINUTE..... 3.93	OEIL DE RONDE..... 3.98
STEAK de FILET ou T-BONE..... 3.18	
STEAK BOSTON..... 3.48	STEAK CLUB..... 4.08
ROSBIF FRANÇAIS..... 3.98	
SPENCER DE PETITE CÔTE..... 4.08	DE GROSSE CÔTE..... 2.33
GIGOT..... 43	COU..... 43
BOEUF POUR BOURGUIGNON EN CUBES..... 2.18	MORCEAU..... 2.98

PORC FRAIS

CHOPS DESOSSÉES..... 3.64	
VIANDE HACHÉE..... 1.54	
FILET MIGNON..... 3.39	
CÔTELETTES LEVÉES..... 2.19 ET .99	

JAMBON FESSE BRAISÉ..... 2.99

JAMBON FESSE CUITE..... 2.24

JAMBON FESSE FUMÉE..... 1.54

LARD SALÉ..... 1.49 BACON..... 1.99

POULET 6 LB..... 1.12 POULET 3 1/2 LB..... 94

DEMI 3 LB 1.12 DEMI 1 3/4 LB .94

POULET BARBECUE 2 1/4 LB 1.77

DEMI 1 LB 2-ON 1.77

JEUNE DINDON DE 6 À 10 LB 1.07

DEMI DE 3 À 5 LB 1.07

CANADA, CATEGORIE 'A', ÉVISÉRÉS

VEAU FRAIS

RÔTI DE FESSE DESOSSÉE, DE 2 À 5 LB..... 4.12

CHOPS DE VEAU PRESQUE DESOSSÉES, DE CÔTE..... 3.57

VEAU DELICATISE..... 4.77 STEAK FESSE DE VEAU. 4.77

SAUCISSE FRAÎCHE... 1.15

JAMBON CUIT HACHÉ, 10-ON... 1.47

SAUCISSON CÉLÉRI..... 1.15 SAUCISSON À L'AIL..... 1.15

TOUTES NOS CHARCUTERIES SONT PRÉPARÉES CHEZ NOUS

HORAIRE	
SAMEDI 8 1/2 À 5	MERCREDI 9 À 6
VENDREDI 8 1/2 À 9	MARDI 9 À 6
JEUDI 8 1/2 À 9	LUNDI 9 À 6

W. E. BÉGIN

FAUBOURG ST-JEAN-BAPTISTE

500, RUE ST-JEAN
524-5271

STATIONNEMENT À ST-ROCH

520, RUE DE LA SALLE
535, RUE DE LA REINE
529-1331

**émission
Spéciale
à la télévision**

**assurance-
automobile**

Jour: vendredi
Date: 20 mai
Heure: 21 h 30

Titre: Pour
y voir
clair

Distribution

Claude: Claude Michaud
Francine: France Laverdière
Gilles: Serge L'Italien
Diane: Sylvie Léonard
Rémi: Yves Massicotte
Andrée: Louise Deschatelets
Oncle Gérard: J. Léo Gagnon

et: Monsieur
Charles Moreau
directeur
du Bureau
d'assurance
du Canada

A ne
pas manquer

Au réseau
TVA

Stations: CFTM-TV Montréal
CHEM-TV Trois-Rivières
CHLT-TV Sherbrooke
CFCM-TV Québec
CJPM-TV Chicoutimi

Jour: vendredi
Date: 20 mai
Heure: 21 h 30



Bureau d'assurance du Canada

**à ne pas
manquer**

**émission
Spéciale
à la télévision**

Montreal Trust dans l'impossibilité de fonctionner si la loi 1 est adoptée

CALGARY (PC) — Si le projet de loi linguistique est adopté tel quel à Québec, cela rendrait la vie impossible au siège social du Montreal Trust Co. a déclaré le

vice-président des opérations de cette société fiduciaire, M. Brian O'Malley.

Interviewé, M. O'Malley a expliqué que de nombreuses compagnies se trouveraient

dans le même cas, parce que la majorité des cadres supérieurs ne parlent pas français.

L'impact de la loi no 1 sur les opérations générales de la compagnie serait négligeable, car 90 pour cent de ses affaires au Québec s'affectent déjà en français.

"Mais si le siège social est forcé de travailler en français, il ne pourrait plus fonctionner", a-t-il affirmé.

Il a, à ce sujet, fait état des rumeurs selon lesquelles la loi serait modifiée pour exempter les sièges sociaux de sociétés nationales et internationales.

M. O'Malley a commenté la nervosité de la communauté anglophone québécoise. Il a indiqué que les valeurs immobilières dans les localités presque exclusivement anglophones ont décliné de 30 pour cent, bien que, dans le même temps, les propriétés résidentielles aient vu monter leur valeur de 10 pour cent depuis l'élection du PQ, le 15 novembre dernier.

La raison en est en partie une réaction exagérée de la communauté québécoise non francophone.

Projets différés

M. O'Malley a souligné que les affaires souffrent actuellement au Québec du fait que nombre de sociétés, y compris celles dépendant du gouvernement fédéral, diffèrent leurs projets importants.

Une décision définitive à propos de la loi no 1 donnerait un peu d'air. Et la tenue rapide d'un référendum sur l'indépendance améliorerait énormément le climat des affaires, selon lui.

"Je suis de ces gens qui estiment que si le référendum se tient, les citoyens vont manifester massivement leur attachement à la confédération."

O'Malley, qui est bilingue, a déclaré qu'il a parlé à des hommes d'affaires francophones dans tout le Québec et qu'il n'en a pas encore rencontré un seul qui soit favorable à la sécession, bien que la plupart soutiennent le projet de loi no 1.

Il s'est dit sympathisant des efforts des Québécois: "Les francophones doivent avoir plus de possibilité d'accès à des postes importants dans les affaires".

VENTE DES BEAUX JOURS Mt ROYAL

 \$12.35 le gallon* ACRYLIQUE LATEX ROYAL COTE cette peinture blanche pour extérieur résiste au cloaquage et aux intempéries, possède une blancheur durable.	 \$12.75 le gallon* EMAIL GRIS À PLANCHER ROYAL COTE votre marchand Mt Royal vous offre cet email gris à plancher résistant à l'eau, idéal pour bois et béton à l'intérieur et à l'extérieur.	 \$12.95 le gallon* PERL-O-MASK email d'intérieur une couche ultra blanche, fine et lisse pour murs et plafonds, portes et boiserie.
--	---	--

QUINCAILLERIE P.-H. VILLENEUVE INC. 230, Proulx, Ville Vanier 681-0555	QUINCAILLERIE JACQUES & FRERES LTEE 1231 nord, 13e Rue, Charny 832-4613
QUINCAILLERIE DURAND INC. 359, Racine, Loretteville, 842-3682 Succ.: 343, boul. l'Ornière, Neufchâtel 843-2223	QUINCAILLERIE CORRIVEAU INC. 1744, Chemin St-Louis, Sillery 683-1901
QUINCAILLERIE BELANGER LIONEL & FILS INC. 884, boul. Rochette, Ste-Thérèse-de-Lisieux 661-3547	

Une société déménage quelques ingénieurs

NIAGARA FALLS, Ont. (PC) — Montreal Engineering Ltd. projette de déménager ses installations thermiques du Québec soit à Niagara soit à St. Catharines parce que la situation au Québec inquiète.

M. Murray Abramovitch, préposé aux relations publiques de la compagnie, a déclaré hier que 40 ingénieurs et leurs familles seront déplacés d'ici septembre.

Ce déménagement, dit-il, pourrait bien être le premier de plusieurs pour la compagnie qui emploie 600 personnes à son quartier général de Montréal.



les baigneuses de Jantzen

Les maillots une pièce rejailissent. Les styles se font maintenant très variés. Ils savent jouer avec l'originalité tout en étant pratiques et même séduisants.

Les deux-pièces (aussi en nylon et spandex extensible) varient aisément leurs modèles. La brassière parfois légère se fait enveloppante au besoin.

Noir moucheté. 10-20. \$38⁰⁰ Paysage fleuri sur fond blanc. Base aqua. 10-16. \$35⁰⁰ Marine et pastels. 8-14. \$24⁰⁰ En rouille ou noir tâché de blanc. 8-14. \$26⁰⁰ Ouverture lacée. Dominante marine. 8-16. \$38⁰⁰

Dites: 'portez à mon compte'.

• mail st-roch, place laurier, place fleur de lys, galeries chagnon •

GROS PLAN SUR le monde

Les Arabes craignent une cinquième guerre

D'après AP

DAMAS — La victoire de l'opposition de droite aux élections législatives israéliennes a provoqué hier un concert de condamnations dans toutes les capitales des Etats arabes, conservateurs ou progressistes.

Les radios ont qualifié M. Nanehem Begin, le vainqueur des élections, de "terroriste notoire" avec qui il sera impossible de négocier.

La Syrie, où l'atmosphère était récemment à l'optimisme, a fait part de sa crainte d'une cinquième guerre au Moyen-Orient.

On déclarait à Damas que le président Assad avait l'intention d'examiner les conséquences de la victoire du Likoud, aujourd'hui, avec le roi Khaled d'Arabie Saoudite et le président Anouar el-Sadate d'Egypte.

Le président syrien tentera de persuader à cette occasion le souverain saoudien, ajoutait-on de sources officielles, qu'il est nécessaire de financer l'armement des pays voisins d'Israël.

L'Arabie Saoudite, par la voix de sa radio officielle, a estimé que "Begin est un extrémiste avec lequel les Arabes pourraient ne pas vouloir négocier". Les Etats du Golfe, tous membres de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole, ont émis des analyses identiques.

Un porte-parole de l'Organisation pour la libération de la Palestine, a expliqué que la victoire de la droite israélienne est "le résultat normal du soutien militaire et économique que les Etats-Unis accordent à la politique expansionniste d'Israël".

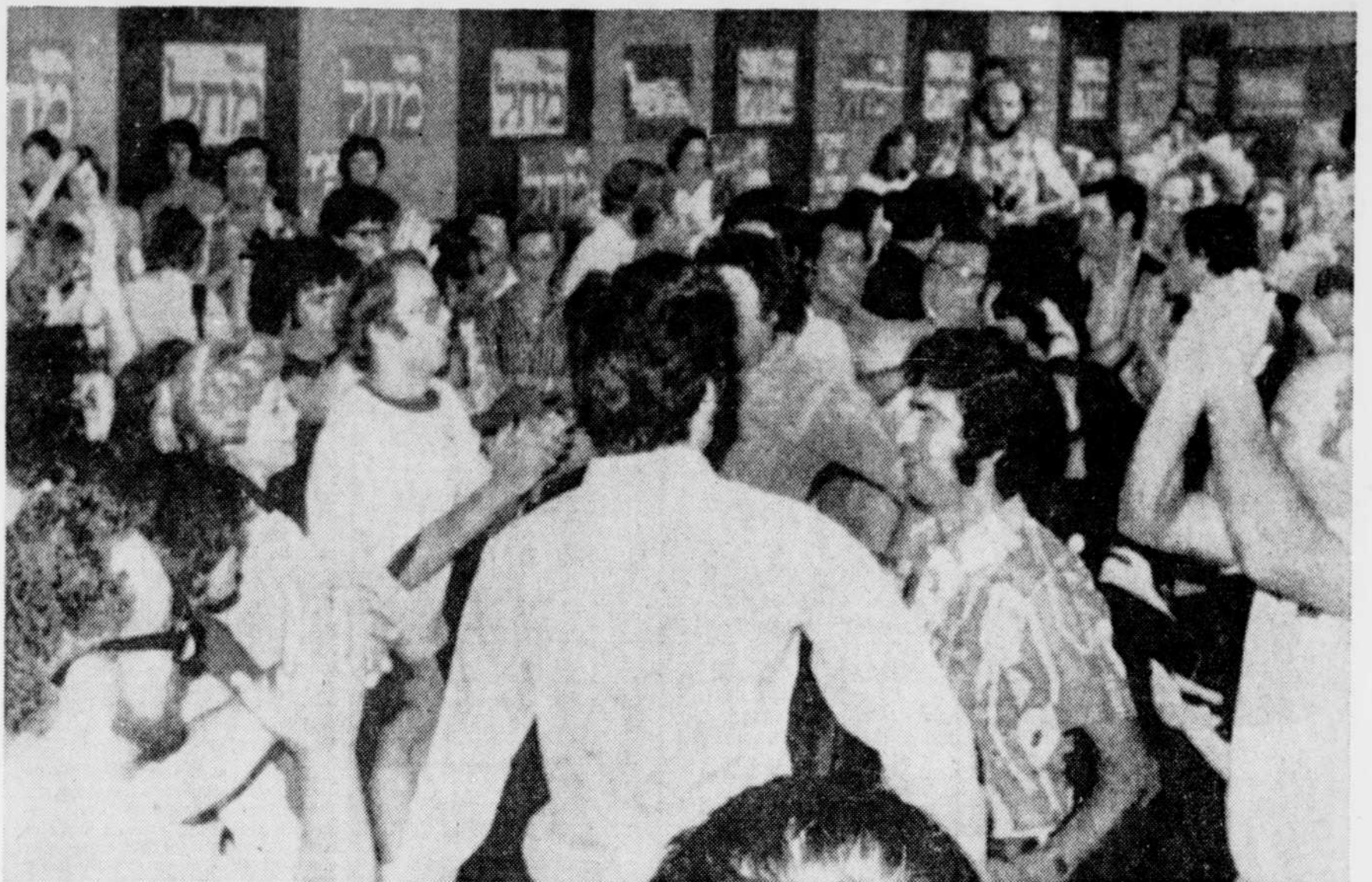
"C'est aussi la conséquence du refus des Arabes de prendre en considération nos appels répétés à ne pas suivre la politique pernicieuse des Etats-Unis", a-t-il ajouté.

Une position similaire était exprimée dans un commentaire de l'Algérie Presse-Service.

L'APS souligne en particulier que M. Begin "a, à son palmarès de guerre, l'un des massacres les plus sanglants de l'histoire du peuple palestinien: celui du village de Deir Yassine où la population entière a été décimée par les commandos de l'Irgoun dont il était le chef".

Les extrémistes palestiniens du "Front du refus" ont estimé qu'une intensification de la violence était nécessaire.

La Jordanie a demandé aux Etats-Unis de faire pression sur le nouveau gouvernement israélien et le Liban a jugé que la nouvelle situation "risque de miner les efforts de paix".



L'atmosphère était à la jubilation, mardi soir, au quartier général du Likoud...

La victoire de M. Begin en Israël bouleverse tout l'échiquier politique



Menahem Begin accepte un verre à l'occasion de la victoire du Likoud.

D'après AP, Reuter, AFP et NYTNS

TEL-AVIV — M. Menahem Begin, chef du mouvement de droite Likoud qui a remporté une éclatante victoire aux élections générales de mardi, a demandé hier au Parti travailliste de se joindre à un gouvernement d'union. Il a dit qu'Israël était prêt à entreprendre des négociations sérieuses avec ses voisins arabes et il a soutenu que "nous désirons la paix".

Il n'y a pas eu de réponse immédiate de la part des travaillistes à l'offre de M. Begin.

Si l'ancien ministre des Affaires étrangères Abba Eban, qui a perdu une bonne partie de son influence ces dernières années au sein du mouvement travailliste, a affirmé qu'il fallait repousser cette main tendue, les observateurs estiment que M. Shimon Peres, plus pragmatique, pourrait être tenté d'accepter l'offre.

Selon certaines rumeurs, le ministre de la Défense, qui conduisait la liste travailliste, pourrait accepter de conserver son portefeuille dans un gouvernement dirigé par Menahem Begin, chef du Likoud. Dans une telle hypothèse, on s'attend à ce que le Mapam rompe alors l'alliance qu'il a formée avec le Parti travailliste.

MM. Begin et Peres doivent se rencontrer aujourd'hui et évoquer probablement la possibilité de constituer un gouvernement d'union nationale.

Tractations laborieuses

Fort d'un siège supplémentaire, le Parti national religieux, dont l'exclusion du gouvernement avait conduit M. Yitzhak Rabin, alors encore premier ministre, à provoquer des élections législatives, a d'ores et déjà fait savoir qu'il était prêt à participer à un gouvernement d'union, de même que le petit parti Shlomzion du général Arik Sharon, qui paraît devoir obtenir deux sièges.

Pour sa part, le Nouveau mouvement démocratique pour le changement du professeur d'archéologie Yigael Yadin, très satisfait d'obtenir 14 sièges, réserve pour le moment sa décision. On s'attend de toute façon à de laborieuses tractations avant qu'un quelconque gouvernement soit formé.

L'ampleur de la défaite des travaillistes, au pouvoir depuis 29 ans, a brouillé les cartes de la politique

israélienne, à un moment où les Etats-Unis et l'Union soviétique s'efforcent de relancer la conférence de Genève, et suscite une certaine inquiétude à l'étranger, notamment dans le monde arabe.

Pourparlers de paix

S'efforçant de la dissiper, M. Begin a affirmé à la radio israélienne que l'ensemble des Israéliens souhaitaient la paix. Un de ses porte-parole a démenti l'intention que l'on prête généralement au Likoud de ne vouloir faire aucune concession territoriale en Cisjordanie. M. Begin a souligné enfin qu'un des premiers actes d'un gouvernement qu'il dirigerait serait de proposer à la Knesset de voter une résolution invitant les présidents Sadate, Egypte, et Assad, Syrie, ainsi que le roi Hussein, Jordanie, à engager immédiatement des pourparlers avec Israël en terrain neutre.

De nombreux observateurs estiment toutefois que cette invitation a de fortes chances de demeurer longtemps platonique. D'autant plus que M. Begin a mis en garde hier les Etats-Unis contre des solutions au problème du Moyen-Orient venues de l'extérieur.

Dans l'euphorie de la victoire, M. Begin a réaffirmé ses prises de positions précédentes. Mais l'exercice du pouvoir pourrait l'amener à les assouplir considérablement, d'autant plus qu'il désire former un gouvernement d'union nationale.

D'autre part, M. Begin est malade, et il n'est pas impossible de penser qu'il soit amené à céder ultérieurement sa place au "numéro deux" du Likoud, Simha Erlikh, dont les positions sont plus souples.

Réaction mondiale

Aux Etats-Unis, le président Carter s'est refusé à commenter l'événement. "On ne peut vraiment rien dire tant que le gouvernement n'a pas été formé" a déclaré le président américain qui a cependant annoncé qu'il avait l'intention d'inviter rapidement aux Etats-Unis le nouveau premier ministre israélien.

Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, en visite à Genève où il venait rencontrer son homologue soviétique, Andrei Gromyko, pour justement parler du Moyen-Orient et aussi de la limitation des armements stratégiques (SALT), a fait montre de la même prudence.

"Il va nous falloir attendre et voir, a-t-il dit, il n'est pas sage de spéculer avant que la situation s'éclaircisse un peu plus".

M. Vance a déclaré que les résultats étaient encore peu clairs pour lui et que le gouvernement américain devrait attendre de voir "quelle coalition sera mise sur pied". Un de ses collaborateurs a néanmoins fait savoir que les Etats-Unis entendent poursuivre leurs efforts pour réunir la conférence de Genève.

Limites

Dès qu'il a été sûr de sa victoire, M. Begin a clairement fixé les limites de ce qu'il est prêt à accepter. Certes, il s'est prononcé pour des "négociations directes en face à face" avec les dirigeants arabes sans conditions préalables et pour aboutir à la signature d'un traité de paix. "J'espère qu'après avoir obtenu l'appui du Parlement, je pourrai inviter le président Sadate, le président Assad et le roi Hussein à ouvrir des négociations dans nos capitales ou sur un terrain neutre comme Genève, pour signer des traités de paix entre eux et l'Etat d'Israël", a-t-il dit.

Mais, quand on l'a interrogé sur le sort qu'il entend réserver aux territoires occupés, il s'est empressé de répondre: "Quels territoires occupés? Si vous voulez parler de la Judée, de la Samarie et de la bande de Gaza, ce sont des territoires libérés".

La Judée et la Samarie sont les noms bibliques que les conservateurs israéliens continuent d'appliquer à la Cisjordanie, la rive occidentale du Jourdain.

Dans les milieux proches des dirigeants palestiniens on estimait que cette nouvelle situation devrait obliger les Etats arabes à faire preuve de plus de fermeté à l'égard d'Israël et à exercer moins de pressions sur les Palestiniens pour les contraindre à accepter des solutions qu'ils n'approuvent pas totalement.

L'agence yougoslave Tanyoug, qui entretient des contacts étroits avec les dirigeants palestiniens, rapportait hier que la nouvelle situation devrait entraîner un réexamen de la stratégie arabe et palestinienne au Moyen-Orient dans le sens du durcissement des positions.

Ce qu'est le Likoud victorieux

D'après AFP

TEL-AVIV — Le Likoud ne constitue pas un parti, mais un bloc de formations politiques, dont le "Herouth" dirigé par M. Menahem Begin est le plus important, mais ne dispose pas de la majorité, ont précisé hier des analystes politiques interviewés par la radio israélienne.

Ces derniers ont ajouté que ce bloc est composé du "Herouth" (20 députés), des "Libéraux" (16 députés), de la Liste d'Etat (4 députés) du Centre libre (deux députés) et d'un indépendant.

M. Begin, qui dispose de vingt députés, sur 120 à la Knesset (Parlement) peut certes diriger un gouverne-

ment, mais tous les appuis qu'il obtiendra, sont considérés comme "plus modérés" que le "Herouth" et cela au sein même du Likoud, mais aussi parmi ses alliés éventuels, ont déclaré ces analystes.

Ces derniers pensent d'autre part que M. Begin tâchera de former dans un premier temps une coalition restreinte de 63 députés (Likoud, Parti national religieux et religieux orthodoxe), et qu'ensuite, il tentera de l'élargir en adjoignant le mouvement de M. Yadin.

On souligne d'autre part à Jérusalem que la principale préoccupation des travaillistes est désormais l'élec-

tion pour la direction de la puissante confédération du travail (Histadrout). Si cette organisation en effet reste sous leur contrôle, les travaillistes détiendront un levier de pression important sur le gouvernement de M. Begin. En revanche, en cas d'échec aux élections, le Parti travailliste sera encore affaibli.

Par ailleurs, M. Begin, interrogé hier soir à la radio israélienne, a indiqué qu'il avait demandé à M. Shimon Peres d'être désormais tenu au courant en permanence de la situation politique et militaire.

"C'est mon droit et mon devoir", a-t-il souligné. M. Peres a d'ailleurs accepté cette demande.

EN VEDETTE CETTE SEMAINE

TOLE GAUFREE DE QUEBEC INC.

49, MARIE-DE-L'INCARNATION
Québec
681-6221

PLAZA LEO-T. JULIEN
Rte du Lac-Beaupré
N.-D.-des-Laurentides 849-2817



Obtenez un gazon vert, fourni et vigoureux comme celui des terrains de golf. Engrais à action contrôlée qui garde votre gazon vert plus longtemps.

NUTRITE "Un coup de main à la nature"



VIGORO DORÉ
(pour la pelouse)

15 lb rég. \$3.95 30 lb rég. \$6.95

3 16 5 56

VIGORO ROSE
(pour le jardin)

15 lb rég. \$3.49 30 lb rég. \$5.99

2 80 4 80

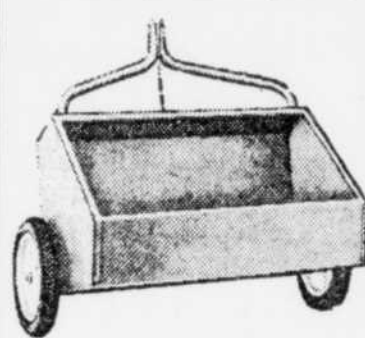


MOUSSE DE TOURBE

Sac de 4 pi. cu.

rég. \$6.00

4 80



ETENDEUR

20" rég. \$21.95 **16 97**

16" rég. \$12.95 **9 97**

TURF SPECIAL

22 lb

rég. \$5.70

4 16

44 lb - rég. \$9.25

7 40

TERRE NOIRE

Prête à être utilisée, sans mauvaises herbes. Sac de 50 lb

rég. \$2.50

1 97



Lundi le 23 mai, fête de la Reine, nos 2 magasins seront ouverts comme à l'habitude.

Plus de dentistes semblent vouloir quitter le Québec

par Lise LACHANCE
du bureau du Soleil

MONTREAL — L'Ordre des dentistes du Québec a révélé hier, que depuis le 15 novembre dernier, plus de 125 dentistes ont entrepris des démarches pour l'obtention de leur dossier professionnel, en vue d'un exode possible. Normalement, ce chiffre ne s'élève qu'à 10 ou 12 par année.

"Le problème est particulièrement aigu au niveau des étudiants", a précisé le président de l'organisme, le Dr Charles Gosselin, au cours d'une conférence de presse tenue dans le cadre des journées dentaires du Québec, à Montréal. Ainsi, a-t-il dit, 90 pour 100 des finissants de cette année, à l'université McGill à Montréal, menacent de s'établir ailleurs. Ce qui représente toute une perte pour la société québécoise, la formation d'un dentiste coûtant de \$45,000 à \$60,000 dont 70 pour 100 sont défrayés par les contribuables.

Urgence d'une loi

Face à cette situation très sérieuse, l'Ordre des dentistes du Québec soutient que le gouvernement devrait passer une loi obligeant les diplômés en art dentaire des diverses universités du Québec (McGill, Montréal et Laval) de pratiquer ici pendant un certain temps.

La position de l'organisme professionnel ne s'appuie pas seulement sur les chiffres qui prévalent depuis l'accession du PQ au pouvoir. En effet, une étude effectuée il y a deux mois par le directeur général de l'Ordre, le Dr Pierre-Yves Lamarche, démontre que de 40 à 50 pour 100 des diplômés en art dentaire de McGill, au cours des 10 dernières années, ont effectivement quitté le Québec. Soit une hémorragie d'une vingtaine de praticiens frais émoulus par année.

Soulignons que l'université anglophone forme de 37 à 40 dentistes par année, comparativement à 80 pour l'université de Montréal et à 25 pour l'université Laval. Cette dernière devrait toutefois hausser ce nombre à 58 bientôt, à la suite des pressions de l'Ordre.

Le Dr Gosselin a souligné, hier, que l'Ordre des dentistes a déjà saisi verbalement de ce problème le ministre des Affaires sociales, le Dr Denis Lazure, comme il l'avait fait avec ses deux prédécesseurs, MM. Castonguay et Forget. Il compte remettre bientôt des documents à ce sujet au ministre.

Le "contrat social de pratique" que préconisent les dentistes se rapproche de celui qui existe déjà en Ontario. Là-bas, si un étudiant accepte de s'établir dans un endroit désigné, l'Etat diminue la dette de ses études (proportionnellement au nombre d'années de l'entente) et lui assure un revenu minimum qui, il y a trois ans, s'élevait à \$28,000 par année.

Nombreux problèmes

La menace d'exode des dentistes hors du Québec ne constitue qu'un des éléments qui inquiètent l'Ordre des dentistes. En effet, selon le Dr Gosselin, il existe présentement "plusieurs facteurs contraignants qui risquent de causer de graves préjudices à l'état de santé dentaire de tous les Québécois" et qui obligent l'Ordre à "agir sans délai".

Ces autres problèmes, ce sont:

— La mauvaise distribution des effectifs dentaires, les diplômés ayant tendance à s'installer à Montréal et à Québec.

— La gratuité des soins aux moins de 12 ans, car l'élargissement qu'a

annoncé le gouvernement ne couvre que les dents primaires, alors que le jeune de 12 ans possède d'autres dents. Ainsi, dans la même bouche, certaines dents sont couvertes par le régime de l'assurance-maladie, d'autres non.

— La santé des dentistes, chez qui l'on note une incidence marquée d'anomalies et de douleurs cervicales à cause, semble-t-il, de la position de leur corps et de leur tête lors des traitements dentaires.

— Le manque de motivation populaire face aux soins dentaires. Tandis que la presque totalité des gens requièrent de tels soins, seulement 29 pour 100 rendent visite au dentiste à intervalles réguliers.

L'Ordre fustige, à ce propos, "la lenteur inexplicable" du gouvernement à instaurer la fluoration des eaux de consommation dans l'ensemble du Québec.

Précisons que l'Ordre des dentistes du Québec compte 2,200 membres dont le quart sont des anglophones.

Le dentiste prendra votre tension

par Lise LACHANCE
du bureau du Soleil

MONTREAL — Les dentistes du Québec procéderont dorénavant à la prise de la tension artérielle de leurs patients avant de procéder à toute intervention dentaire.

Voilà ce qu'a annoncé, hier, l'Ordre des dentistes du Québec, au cours d'une conférence de presse tenue dans le cadre du congrès annuel de l'organisme, dans la métropole.

Cette procédure prendra place même dans les simples cas d'anesthé-

sie locale, qui peuvent connaître une fin aussi tragique que les autres si le patient souffre d'hypertension.

Or, souligne l'organisme professionnel, l'hypertension constitue un problème sérieux au Québec: 10 à 12 pour 100 de la population en est affectée. Et environ la moitié d'entre elle ignore son état.

Une pression artérielle au-dessus de la normale peut amener des accidents cardio-vasculaires, cérébraux et rénaux. L'enregistrement de la pression artérielle par le dentiste aura lieu pour tous les patients de 15 ans et plus.

Le SACO clôture avec succès sa 9e année "d'aide au développement"

Depuis qu'il a acquis sa charte fédérale en 1967, le Service administratif canadien outre-mer (SACO) est devenu un élément essentiel au programme canadien d'aide à l'étranger en poursuivant trois objectifs:

★ participer à la croissance économique des pays en voie de développement—et des Bandes indiennes du Canada—en les aidant à augmenter la productivité et améliorer le rendement de leurs propres organisations ou institutions;

★ donner aux Canadiens à la retraite l'occasion de contribuer bénévolement au bien-être de leurs semblables en mettant leur science et leur expérience au profit des pays en voie de développement et de nos réserves indiennes.

★ entretenir les relations amicales qui existent entre les Canadiens et les citoyens d'autres pays du monde.

Au cours des 9 dernières années, plus de 1,400 projets ont été complétés avec succès par des volontaires du SACO dans plus de 40 pays. Présentement, 70 bénévoles sont en mission à l'étranger et 165 autres œuvrent sur nos réserves indiennes.

L'idéal du SACO demeure inchangé et peut encore s'exprimer ainsi: donne un poisson à un homme et il pourra manger aujourd'hui—apprends-lui à pêcher et il n'aura plus jamais faim.

Si vous êtes à la retraite et possédez des aptitudes administratives ou technologiques qui pourraient d'après vous faciliter notre travail, écrivez-nous pour obtenir de plus amples renseignements:



W. Rounding, construction d'habitations, Programme d'aide aux Indiens du Canada, Fort George



J.N. McKibbin, fabrication de lunettes-soleil, Philippines



M.A. Hauser, filature et tissage, Brésil



Mme D.L. Edgcumbe, enseignement de l'anglais, Indonésie



SERVICE ADMINISTRATIF CANADIEN OUTRE-MER
bureau 420, 1010 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal, Québec H3B 1G2

l'eau c'est la vie
evian
si pure qu'elle purifie

Le secret de la pleine vitalité? De l'exercice, une alimentation saine et beaucoup d'eau Evian. Car parmi les grandes eaux minérales, Evian a l'avantage unique d'être filtrée naturellement dans les formations rocheuses des Alpes. Il en résulte une eau pure, légère, faiblement minéralisée, qui a des propriétés bénéfiques. Consommée régulièrement, elle aide au bon fonctionnement du rein; elle favorise ainsi l'élimination des déchets de l'organisme. Evian est également recommandée dans les régimes à faible teneur en calories et elle aide à garder le teint frais. Notre organisme se compose de 60% d'eau. A chaque jour, nous renouvelons nos provisions vitales. Pourquoi ne pas accorder à notre organisme une eau vraiment pure alors que c'est son bien le plus précieux? L'eau, c'est la vie. Evian est si pure, qu'elle purifie.



Si pure, si légère

Lévesque pourrait annoncer le mini-remaniement demain

par Louis La ROCHELLE

(PC) — Au lendemain de la retraite fermée des ministres péquistes, en fin de semaine dernière dans un chalet du Parc des Laurentides, les rumeurs vont bon train à Québec sur les quelque deux ou trois additions que le premier ministre René Lévesque a promis d'apporter incessamment à son conseil des ministres.

Celles-ci, dit-on dans la capitale, pourraient intervenir dès demain, au plus tard au lendemain du congrès du Parti québécois, à la fin de mai.

Une des rumeurs les plus persistentes depuis deux ou trois semaines — les députés péquistes en parlent d'ailleurs ouvertement et unanimement — est évidemment l'entrée prochaine au conseil de leur collègue d'Anjou, le Dr Pierre-Marc Johnson.

Agé de 31 ans, le député d'Anjou est le fils de l'ancien premier ministre unioniste, Daniel Johnson (1968-69). Médecin et avocat de profession, M. Johnson a créé une forte impression, tant au sein du caucus de la majorité qu'après des observateurs de la scène politique.

Responsabilités

Le député d'Anjou s'est d'ailleurs vu confier au sein de son parti la responsabilité de présider la campagne de financement annuel.

L'opinion générale à Québec, dans les milieux péquistes, est à l'effet que M. Johnson pourrait éventuellement prendre la relève de Denis Lazure, au ministère des Affaires sociales, un ministère qui draine à lui seul 30 pour 100 des dépenses publiques.

Mais, puisque le premier ministre, au cours d'une conférence de presse donnée en fin de semaine dernière, à l'issue de L'Étape, a lui-même indiqué qu'il ne songe pas à court terme à un remaniement de son conseil avant la fin de l'année, il est probable que le député d'Anjou occupera, dès son entrée au cabinet, un poste temporaire, recevant un porte-feuille tel celui de l'Immigration.

Il est un autre nom qui, lui aussi, fait l'unanimité dans les conversations de couloirs; il s'agit du député de Hull, Mme Jocelyne Ouellet.

Aux transports?

Celle-ci, dit-on, pourrait prendre la relève de M. Lucien Lessard, à l'un ou l'autre des deux ministères—Transports et Travaux publics—dont il a la responsabilité.

Enfin, on dit que le député de Deux-Montagnes, Pierre de Bellefeuille, actuellement secrétaire parlementaire du ministre des Affaires culturelles, Louis O'Neill, pourrait prendre charge soit de ce porte-feuille, soit de celui des Communications, également détenu par M. O'Neill.

D'autres noms sont également cités, mais ne font pas, comme les trois premiers, l'unanimité au sein du caucus et dans les milieux politiques. Ainsi, parle-t-on de Guy Chevrete, que plusieurs ont vu prématurément prendre la succession de M. Jacques Couture, au ministère du Travail. Il y a aussi le nom de Jean-Pierre Jolivet, député de Lavolette.

Quoi qu'il en soit, il ressort déjà des propos tenus par M. Lévesque, dimanche dernier, qu'il ne faut pas s'attendre à un remaniement d'importance, ni à des démissions de certaines personnalités souvent décrites comme controversées, telles Mme Lise Payette, (Consommateurs, Coopératives et Institutions financières), Jacques Couture (Travail) et Denis Lazure (Affaires sociales).

Clément Richard

Ce qui n'empêche pas les rumeurs de courir sur le remaniement majeur à venir.

La dernière rumeur en date est celle qui veut que l'actuel président de l'Assemblée nationale, Clément Richard, soit invité éventuellement à quitter son poste où il connaît certaines difficultés, pour entrer lui aussi au Conseil des ministres.

Même au sein du caucus ministériel, on estime que M. Richard, député de Montmorency, a connu des difficultés importantes dans l'exercice de la présidence où il a eu d'ailleurs souvent maille à partir avec le leader du

gouvernement en Chambre, Robert Burns.

Parmi les noms cités à sa succes-

sion figure en tête de liste Jean-Guy Cardinal (député de Prévost), ancien ministre unioniste de l'Éducation, dont plusieurs disent qu'il se trouve très à l'aise et très efficace à la vice-présidence de l'Assemblée qu'il partage avec Mme Louise Cuerrier-Sauvé, député de Vaudreuil.

PEPINIERE CHAMPIGNY enr.

Une visite vous convaincra de notre beau choix
**D'ARBRES, ARBUSTES, ROSIERS,
CONIFERES, HAIES, ETC...**

NOTRE PEPINIERE EST SITUÉE 2185 OUEST, BOUL. HAMEL, ANCIENNE-LORETTE
à 2 1/2 milles du boulevard Duplessis vers Trois-Rivières, à droite de la route. OUVERT de 8h. a.m. à 9h. p.m. tous les jours de la semaine et le dimanche après-midi.



Pour correspondance: 3593, Bois de Chênes, Ste-Foy

Pépinière
TEL.: 872-9663

Résidence
TEL.: 653-7584

Robert Langlois
propriétaire

20% DE REDUCTION SUR CONIFERES EMPOCHES ET EN POTS - QUANTITE LIMITEE

GAGNEZ une fin de semaine de rêve au MANOIR RICHELIEU

Une gracieuseté de



en collaboration avec

LE SOLEIL / CKCV / 1280



Un bon moment de détente, ça se gagne...

15 couples auront la chance de passer trois superbes journées, les 3, 4 et 5 juin au luxueux hôtel le "Manoir Richelieu", dans le magnifique environnement de Pointe-au-Pic, à La Malbaie.

Les gagnants voyageront dans un grand confort à bord d'un luxueux autobus, incluant un service d'hôtesse de la compagnie Voyageur.

COMMENT PARTICIPER?

Remplissez le coupon de participation et faites-le parvenir à: Concours "Manoir Richelieu", Poste CKCV, 800, Place d'Youville, Québec.

Tous les jours, entre 4h. et 5h.45, Robert Gillet procédera, au cours de son émission, au tirage de 1 couple parmi tout le courrier reçu.

Le premier tirage se fera à partir du 16 mai (1 couple par jour). Le dernier tirage est prévu pour le 31 mai (2 couples).

IMPORTANT!

Les personnes choisies auront une heure pour confirmer leur prix par téléphone, faute de quoi, le tirage suivant sera valable pour deux couples.

CKCV acceptera les frais d'interurbain des personnes choisies.

CE VOYAGE COMPREND:

- 1) Le transport aller/retour par Voyageur
- 2) L'hébergement (2 couchers) et les repas pour 2 personnes au Manoir Richelieu, ainsi que l'accès aux activités du Manoir pour toute la durée du séjour.

REGLEMENTS:

— Remplir le coupon de participation ou un fac-similé et le faire parvenir à l'adresse indiquée.

— Les gagnants devront répondre à une question d'habileté.

— L'âge minimal d'éligibilité est de 18 ans.

— La personne choisie aura une (1) heure pour confirmer son prix par téléphone à CKCV au numéro 694-1280.

— Le voyage n'est pas remboursable.

— Les employés des commanditaires, soit Le Soleil, CKCV, Voyageur et le Manoir Richelieu, ne sont pas éligibles.

CONCOURS "MANOIR RICHELIEU"

Poste CKCV
800, Place d'Youville,
Québec.

Valable pour les
18 ans et plus.

NOM _____

ADRESSE _____ APP. _____

VILLE _____ CODE _____

TELEPHONE _____ AGE _____

Si vous croyez que les pneus radiaux sont trop chers, détrompez-vous!

Pensez-y bien. Le radial
Super Traction de Gulf **\$39⁹⁵**
à compter de (ou moins AR78-13)

Vous pouvez maintenant vous procurer le Radial Super Traction à des prix encore plus bas que l'an dernier.

A compter de \$39.95 ou moins (AR78-13) vous obtenez un robuste pneu radial de fibre de verre qui assure la même tenue de route et la même traction que les pneus radiaux ceinturés d'acier plus dispendieux.

Si vous désirez un pneu qui vous assure le maximum de millage pour votre argent, c'est le Radial Super Traction de Gulf qu'il vous faut.

Ses caractéristiques vous étonneront et son nouveau bas prix plus encore.

Le nouveau radial
ceinturé d'acier de Gulf **\$49⁹⁵**
à compter de (ou moins BR78-13)

Le radial ceinturé d'acier de la série 78 est parfaitement compatible avec les pneus radiaux d'origine. Et il porte une garantie spéciale de 40,000 milles contre l'usure de la semelle, les manquèments causés par les hasards de la route, les défauts de matériaux ou de main d'œuvre.

*Garantie au prorata du millage.

Gulf offre également
toute une variété de pneus

Le Crown 78
de Gulf **\$20⁹⁵**
à compter de (ou moins 6.0012)

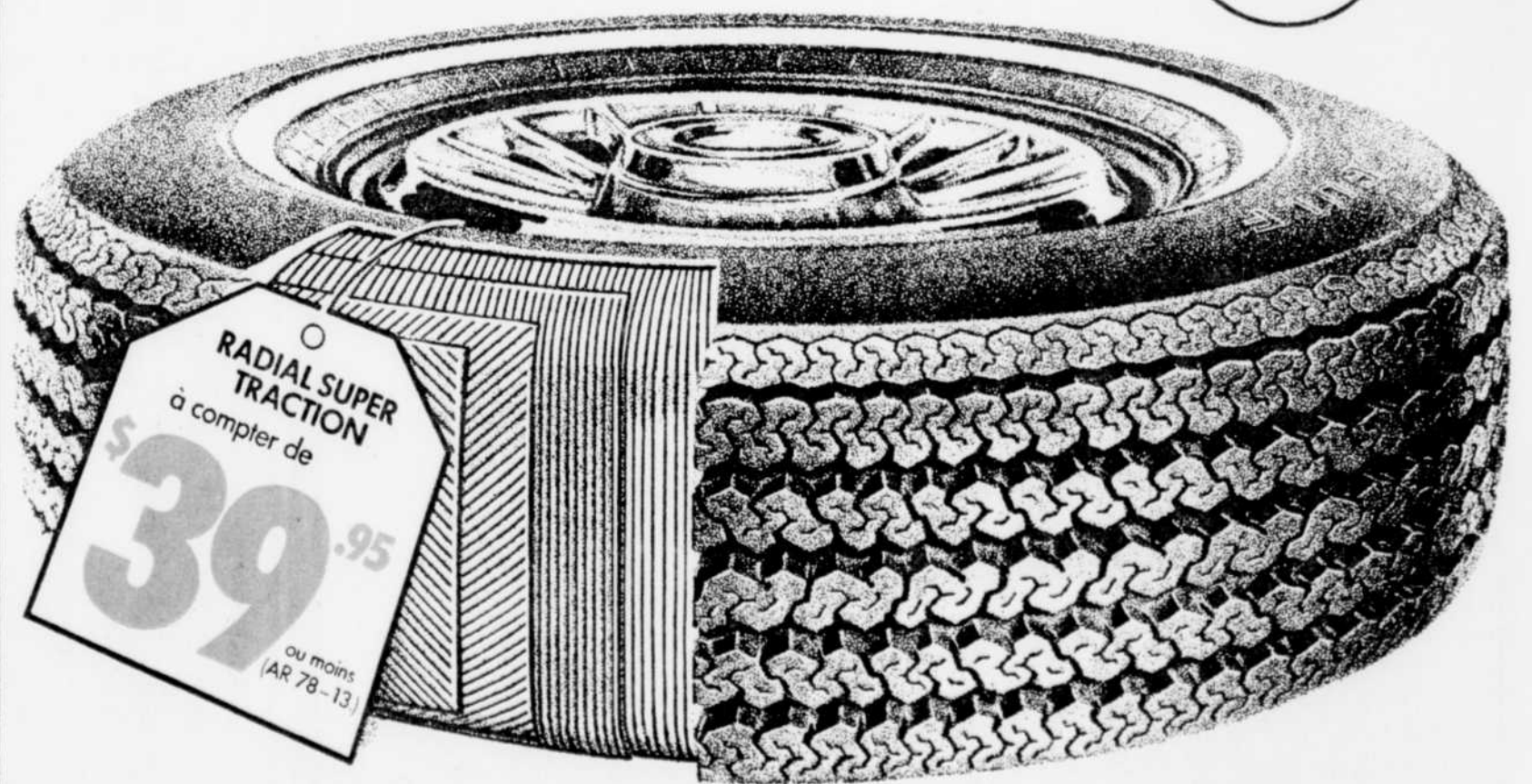
C'est le pneu idéal pour l'automobiliste qui veut obtenir à la fois qualité et économie. Fabriqué de quatre robustes plis de polyester, il vous permet de rouler confortablement et en toute sécurité en ville et sur les grandes routes. Le Crown 78 est offert en plusieurs dimensions afin de pouvoir convenir à la plupart des voitures, y compris les compactes et les importées.

Le Crown Deluxe
ceinturé de Gulf **\$27⁹⁵**
à compter de (ou moins A78-13)

C'est un pneu solide avec ses deux plis de polyester et ses deux ceintures de fibre de verre. Il dure et dure et vous procure une excellente traction sur pavé sec ou mouillé.

Tous ces pneus d'une excellente valeur vous sont offerts chez le détaillant Gulf le plus près de chez vous.

Utilisez votre Carte-Voyage Gulf,
c'est tellement commode.



Gulf + Radial... No 1.

D'UNE FAÇON

Bibliothèque moderne, en P.C.V. noir et blanc, composée de 3 modules

\$575.

Dimensions: hauteur 76" longueur totale 108" (42" x 42" x 24") profondeur 22"



Nouveau Décor Meubles Inc.

43 ouest, Trans-Canada, Rond-Point Lévis Tél.: 837-9381



COMMANDES TELEPHONIQUES ACCEPTÉES: 837-9381 ■ PÉRIODE ET QUANTITÉ LIMITÉES

L'AFEAS de Québec dresse un bilan positif de l'année

par Louise PICARD

Les changements sociaux effectués de façon radicale avec des discours fracassants n'a jamais été la politique de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS).

Née du fusionnement en 1966 des cercles d'économie domestique et de l'Union catholique des femmes rurales, l'AFEAS a pourtant fait un pas de géant durant ses 11 années d'existence. Faisant sauter les barrières entre les milieux urbains et ruraux, l'association qui se définit comme corps intermédiaire indépendant de tout organe politique, poursuit toujours son but qui est de favoriser la promotion de la femme par l'éducation et l'action sociale.

Faisant le bilan de cette action sociale au cours de l'année précédente, la Fédération de Québec tenait, hier, à Sainte-Foy, son assemblée annuelle, sous la présidence de Mme Lucille Côte. Quelque 250 membres ont participé à ce congrès qui avait pour thème: "Ensemble dans l'action".

Parmi les actions collectives provenant des cercles locaux de la région de Québec, on a souligné, entre autres, la prise de position contre le Salon de la Femme dans sa forme actuelle; l'intérêt grandissant des membres pour les affaires municipales et scolaires dans plusieurs milieux; l'appui de l'AFEAS à un comité anti-béton afin de protéger l'environnement de la ville de Sainte-Foy; la demande de récupération d'impôts scolaires en vue de l'organisation des loisirs des jeunes dans leur milieu; la sensibilisation à la nécessité d'une action face à de nombreuses fermetures de commerces et d'industries, etc.

Dans ce mouvement qui a pourtant manifesté sa présence à plusieurs audiences et qui s'intéresse de près aux politiques gouvernementales, on n'y trouve, à la base, que peu de femmes politisées. A ceci, Mme Côte

répond que l'AFEAS, qui se veut apolitique, n'est pas que l'affaire de quelques personnes mais de 35.000 membres au Québec et que la politique adoptée provient de la base. Tout en admettant que certains membres ne font pas suffisamment preuve d'audace sur le plan politique, elle croit que les congrès de l'association doivent refléter avant tout les besoins des femmes dans leur milieu.

L'AFEAS n'encourage pas moins ses membres à s'engager davantage, à prendre des responsabilités plus grandes, à être constamment aux aguets. L'expansion du mouvement par un budget accru est une priorité pour l'année en cours, et le rajeunissement des effectifs se produit à un rythme prometteur, fait-elle remarquer.

Une nouvelle forme de participation qui se manifeste de plus en plus consiste à ne pas tout attendre du gouvernement mais de tenter de changer tout d'abord les choses dans le milieu respectif des membres, pour ensuite demander l'aide du gouvernement en modifiant les lois.

Plusieurs résolutions s'adressant à divers ministères reflètent, cette année, des préoccupations d'ordre provincial. Ainsi, aux Affaires sociales, on demande que les soins donnés par les chiropraticiens soient intégrés au Régime de l'assurance-maladie du Québec, la compétence de ceux-ci étant désormais assurée et reconnue par la formation de l'Ordre des chiropraticiens.

Au ministère du Bien-être social et de la Santé, à Ottawa, on demande que la pension de vieillesse soit accordée à toute personne de 60 ans, n'ayant aucun revenu.

Au ministère de l'Énergie, que l'Hydro-Québec remette en vigueur le relevé des compteurs aux deux mois, pour la clientèle globale; qu'il prolonge l'échéance de paiement, sans pénalité, à 30 jours, comme tout

compte commercial dû; que la pénalité de 10 pour 100 soit abolie; qu'une loi de juridiction soit créée pour unifier la réglementation cadre de l'Hydro-Québec.

Au ministère de l'Éducation, que des messages éducatifs sur la sécurité à bicyclette soient diffusés dans le cadre du programme scolaire; que l'enfant puisse bénéficier d'une telle sensibilisation par le biais d'une émission télévisée quotidienne ou hebdomadaire avant et pendant la saison estivale.

L'AFEAS, qui tend à s'urbaniser constamment, compte 13 fédérations au Québec regroupant 35.000 membres dans 600 cercles locaux, 80 pour 100 des membres provenant de milieux urbains. Bien que le milieu rural y perde en nombre, l'AFEAS demeure toujours à son écoute.



Mme Lucille Côte a été reportée à la présidence de l'AFEAS de la région de Québec.

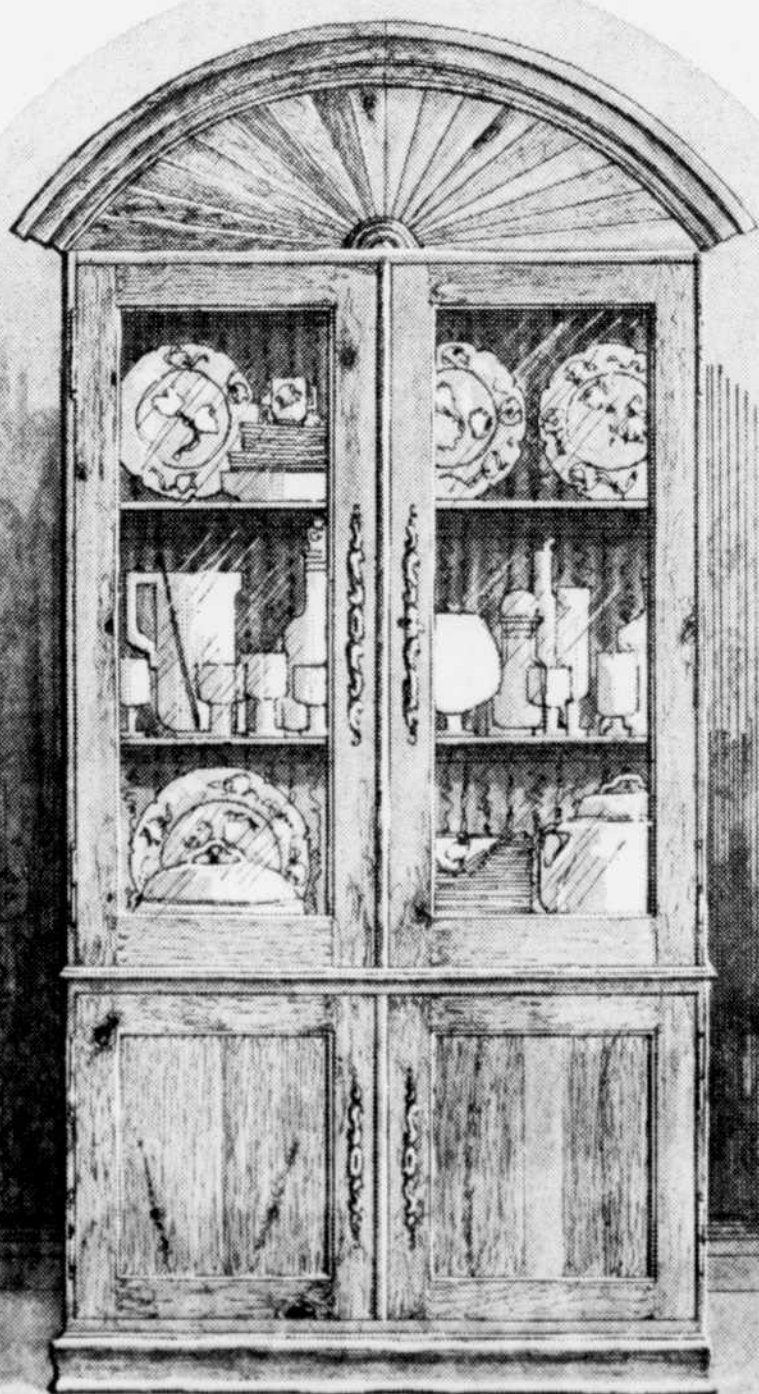
OU D'UNE AUTRE

Armoire en pin, importée d'Italie \$995.

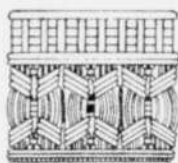


Nouveau Décor Meubles Inc.

43 ouest, Trans-Canada, Rond-Point Lévis Tél.: 837-9381



HOBBY DION inc.



- Laine à tricoter
- Canevas et abat-jour
- Lin, soie, coton
- Jute, macramé...

989 Rte de l'Église, Ste-Foy, Qué. 653-5708

SERVICE de REPARATION D'AIR CLIMATISE (automobile)

Exécuté par des techniciens compétents

Travail garanti

Station Lucien Lafrance

1280, ch. St-Louis - Sillery - 527-3902



SOUSCRIPTION FINISSE MOIS

SPECIAL MARANTZ
RECEPTEUR MARANTZ, MODELE 2240B AM-FM
40 WATTS RMS PAR CANAL

DETAIL SUGGERE: \$569.95

PRIX SONAX:

\$397



SOUSCRIPTION FINISSE MOIS

SPECIAL TV PORTATIVE

TELEVISION 14" NOIR ET BLANC
100% TRANSISTOR

\$99

SONAX

SPECIALISTE DU SON
969 ROUTE DE L'ÉGLISE
STE-FOY 658-2146

Ouellet souhaite une réforme des finances urbaines

par Denis ANGERS
envoyé spécial du Soleil

TORONTO — "Je suis disposé à accorder mon appui à toute réforme

qui porterait sur la situation financière des municipalités".

C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre fédéral aux Affaires urbaines, M. André Ouellet, devant quelque 250 maires et conseillers réunis à

Toronto dans le cadre de la troisième journée des assises de la Fédération canadienne des municipalités (FCM).

Constatant les disparités existant entre les diverses administrations municipales qui, selon lui, ne peuvent pas toutes offrir de bons services publics, le ministre Ouellet a mis de l'avant trois options qui permettraient aux villes canadiennes de continuer à offrir à leurs commettants des services municipaux adéquats.

Ces mesures d'équilibre fiscal pourraient, dans l'esprit de M. Ouellet, prendre les aspects suivants: 1 — l'aide fédérale pourrait être accrue dans le cadre de programmes comme ceux de rénovation domiciliaire, d'amélioration des quartiers et de traitement des eaux-vannes; 2 — le gouvernement canadien pourra également

procéder à un transfert de fonds aux provinces, à la condition expresse que ces sommes soient entièrement remises aux administrations municipales; 3 — les autorités fédérales pourraient encore créer un système de remboursement fiscal, afin de soulager les contribuables canadiens d'un fardeau fiscal "souvent trop lourd".

Accueil chaleureux

Ces propositions du ministre Ouellet devaient recevoir un accueil chaleureux de la part des congressistes qui y ont vu un déblocage important sur la voie d'une réforme en profondeur de la fiscalité municipale. Cette réaction au premier abord favorable devait cependant être mitigée au sein des membres de la délégation québécoise, ceux-ci estimant que, se faisant, le gouvernement fédéral empiétait

une fois de plus sur un champ de juridiction traditionnellement confié aux paliers provinciaux.

Le ministre Ouellet devait d'ailleurs bien se défendre de vouloir couper l'herbe sous le pied des autorités provinciales. Au contraire, devait-il souligner, "j'accepte spontanément la primauté provinciale dans le domaine des Affaires municipales". Mais, devait-il ajouter du même souffle, la reconnaissance de cette primauté n'empêche pas le gouvernement fédéral d'assumer un rôle complémentaire et d'aider, dans la mesure de ses moyens, les communautés municipales les plus mal en point.

Dans cette optique, M. Ouellet devait mettre en évidence le fait que le rôle gouvernemental, de quelque palier soit-il, est d'assurer une meil-

leure qualité de vie. En ce sens, il est justifié de croire que le ministère fédéral des Affaires urbaines doit, de concert avec les gouvernements provinciaux et locaux, travailler à régler les problèmes aigus qui paralysent, dans plusieurs villes, les efforts méritoires des conseils municipaux.

Le ministre Ouellet devait par ailleurs demeurer coi quant à l'éventuelle mise en application des mesures contenues dans son programme d'action.

"Notre approche se veut positive et c'est pourquoi nous entrevoyons tenir incessamment des rencontres régionales avec des administrations provinciales et municipales," de dire M. Ouellet. Ce faisant, nous leur tendons la main, espérant qu'ensemble des accords pourront être atteints au plus tôt, du moins d'ici la fin de la présente année si possible".

Les municipalités créent un comité sur la constitution

TORONTO — Le maire de Granby et nouveau premier vice-président de la Fédération canadienne des municipalités, M. Paul-O. Trépanier, a enfin vu sa résolution sur l'unité canadienne endossée par l'assemblée générale des délégués réunis à Toronto pour le 40ième congrès de l'organisme pan-canadien.

Mais ce n'est qu'après trois vaines tentatives du maire de Granby et après un débat marqué au sceau de l'émotion que les congressistes ont résolu d'aller plus loin que les "vœux pieux" et de réclamer que "la nouvelle constitution canadienne reconnaisse, comme principes fondamentaux, l'ex-

istence de deux communautés nationales et inclue une déclaration universelle des droits de la personne".

La fédération a d'ailleurs mis sur pied un comité qui étudiera la réforme constitutionnelle et notamment le rôle des villes.

Seulement 50 des 450 délégués étaient présents dans la salle lorsque fut votée la résolution sur l'unité canadienne. Plusieurs ont attribué cette faible assistance au fait que le congrès tirait à sa fin et que les délégués avaient déjà entrepris le voyage de retour.

AVIS

Au Carrefour Charlesbourg DEMONSTRATION DES PRODUITS DES ARTISANS

vendredi le 20 mai de 2h. à 9h. p.m.
samedi le 21 mai de 9h. à 5h. p.m.

Venez rencontrer M. J. Rousseau pour obtenir conseils et renseignements,

chez

CANAC MARQUIS

8500, boul. Henri-Bourassa,
Charlesbourg.
628-8581



Gratis!

La réparation de votre
PRESTO®

PRESTO

Spécial de la clinique

A notre rayon des ustensiles au sous-sol de CENTRE-VILLE seulement, ce soir de 19 h. à 21 h. et demain, vendredi de 10 h. à 21 h., un représentant de la maison Presto vérifiera votre auto-cuiseur Presto. Il le réparera gratuitement, vous ne paierez que les pièces de rechange. Si les réparations ne peuvent être faites sur place, ils seront réparés par le service de réparation de la maison Presto.

Rég. 28.95

Spécial

25⁹⁹



R. 33, sous-sol, Centre-Ville et r. 833, Place Laurier 2e

Paquet
PLUS PRÈS DE VOUS...



Raffinés, les tricots **Paris Star**
ou polyester **PORTREL**

C'est la chaude saison qui apporte cette mode des fins tricots moulants en polyester et coton que nous propose Paris Star.

Gauche: en marine, rouge, vert, noir, naturel, gilet sans manches avec encolure arrondie et pans arrondis au bas. Bordure contrastante au cou et aux manches. P.M.G. En 50% polyester Fortrel et 50% coton.

11.00

Jupe appareillant avec taille élastique. Tailles: 8 à 18.

22.00

Droite: Robe-soleil au décolleté carré. Ceinture à la taille. Vert ou rouge. Tailles: 8 à 18.

22.00

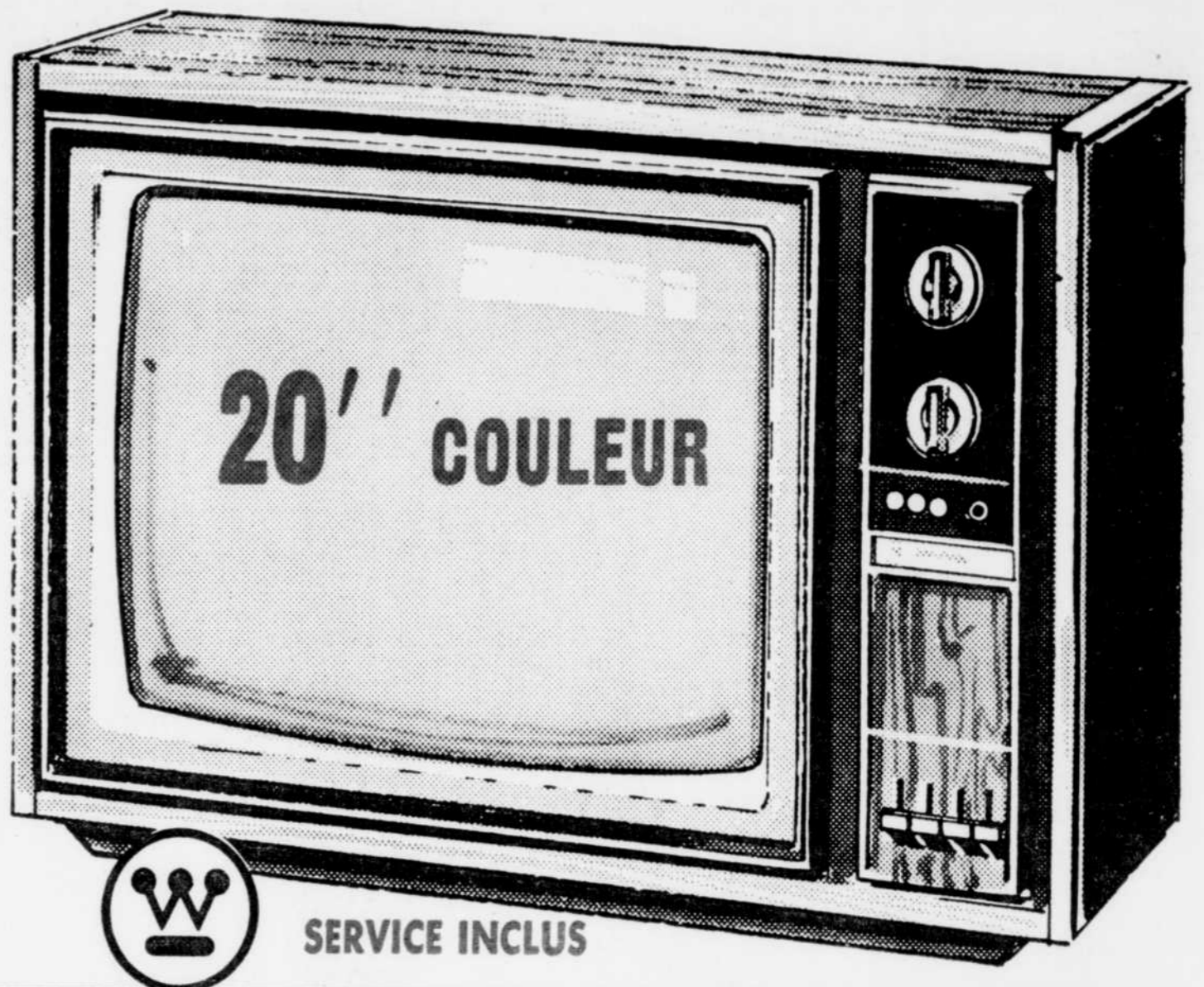
Sport pour dames, r. 45, 2e, Centre-Ville
et r. 845, Place Laurier 2e.

Paquet
PLUS PRÈS DE VOUS...

POURQUOI PAYER PLUS QUE LE PRIX G.L.?

Télécouleur Westinghouse
Contrôle auto-couleur
100% transistorisé
Tube-écran "In Line"
était à \$459⁹⁵

\$399⁹⁵



Westinghouse LAVEUSE

- Capacité de 18 livres
- Cycles de lavage régulier, pré-lavage-trempe, lavage délicat sur minuterie. Températures d'eau programmées
- Economiseur de niveau d'eau variable
- Distributeur d'agent de blanchiment
- Instructions sous le couvercle
- Léger supplément pour couleur or.

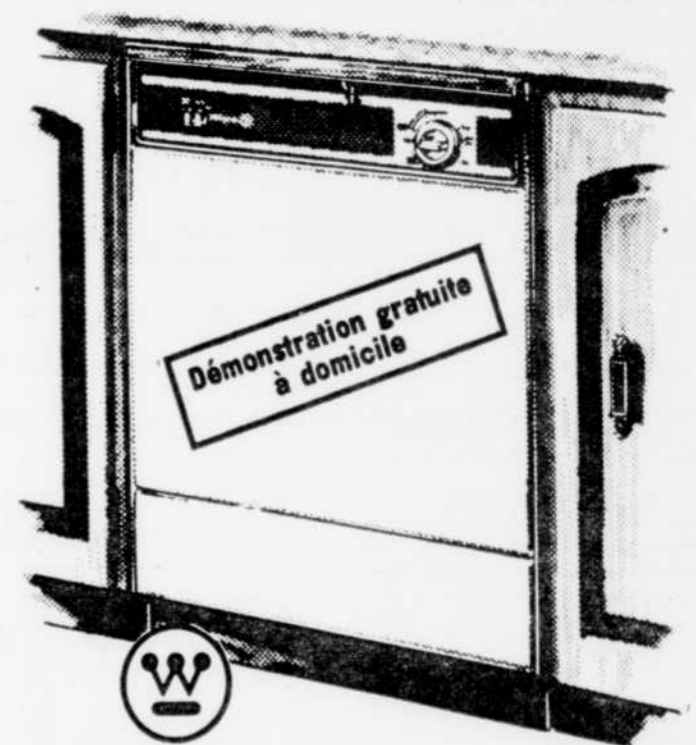
\$329⁹⁵ (SERVICE INCLUS)



Westinghouse SECHEUSE

- 2 sélections de températures: régulière et air frais
- Capacité de 5.7 pi. cu.
- Ouverture de porte de 18" de diamètre
- Séchage par culbutage à pales croisées pour circulation d'air équilibrée pour séchage rapide
- Filtre à charpie pratique
- Bouton de démarrage de sécurité
- Léger supplément pour couleur or.

\$199⁹⁹ (SERVICE INCLUS)



Westinghouse LAVE-VAISSELLE ENCASTRE

- 5 cycles: lavage simple, lavage double, rinçage/retenu, rinçage/séchage, chauffe-assiettes
- Panneau de commande de luxe en similibois
- Broyeur d'aliments mous
- Double compartiment à détergent
- Distributeur d'agent de rinçage
- Lavage à plusieurs niveaux
- Léger supplément pour couleur or ou avocat

\$279⁹⁵ (SERVICE INCLUS)

25% de réduction sur
toute la bijouterie

AUCUNS FRAIS POUR LA
MISE DE COTE



GASTON
Levesque

100 RUE CHABOT, 250 RUE ROUSSEAU - 101 RUE BEAUCAGE -
VILLE VANIER 683-3471

